



# Les Juifs dans l'Empire ottoman jusqu'à la déclaration Balfour (1917)

Par Youssef Courbage

## L'AUTEUR

Youssef Courbage est démographe, spécialiste du Moyen-Orient.

Né en 1946, Youssef Courbage a fait ses études en sciences économiques et en sociologie à Beyrouth avant de les poursuivre à Paris, où il s'est spécialisé en démographie et en urbanisme. Il a été expert à l'Unesco puis aux Nations unies à Beyrouth (1973-1975), au Caire (1975-1977), à Yaoundé (1977-1979), à Port-au-Prince (1979-1984) et à Rabat (1984-1989), puis chercheur à l'Institut national d'études démographiques (Ined), à Paris. Entre 2003 et 2005, il a été détaché à l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo) à Beyrouth, dont il a dirigé le département des études contemporaines. En 2005, il est devenu directeur de recherche en démographie à l'Ined.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont : *Chrétiens et Juifs dans l'Islam arabe et turc*, (Fayard, 1992), *Le rendez-vous des civilisations*, avec E. Todd (Seuil, 2007) et *Palestine 2030-Demographic Change: Opportunities for Development* (UNFPA Palestine, 2016).

## Introduction

En 2017, l'écrasante majorité des habitants du *bilad el cham*, la partie arabe de l'ancien Empire ottoman, commémore le centenaire de la célèbre déclaration de Lord Balfour (novembre 1917), considérée comme la source de ses malheurs. Une autre partie, minoritaire au plan démographique, les Juifs qui se sont installés en Palestine et leurs descendants, tendent à penser qu'ils lui doivent tout, et en premier lieu la création de l'État d'Israël, puisqu'elle consacrait le droit des Juifs à un « foyer national » sur cette terre.

Ce sont là des faits bien connus. En revanche, les motivations qui poussèrent les Britanniques à faire cette déclaration sont toujours objet de conjecture : double jeu entre alliés de la Grande Guerre (Anglais, Français, Russes et Arabes) ? Intérêts stratégiques de la Grande-Bretagne (canal de Suez, route des Indes) ? Volonté de faire sortir les États-Unis de leur neutralité, et à cette fin, de mobiliser les Juifs américains en faveur de l'intervention ? Recrudescence de l'antisémitisme en Europe et nécessité de trouver aux Juifs un foyer sûr en Palestine ou ailleurs (et témoigner ainsi de la reconnaissance à Chaïm Weizmann et Lord Rothschild) ?

En Orient, les théories du complot ont toujours été prisées. À cet égard, un évènement marquant de l'histoire ottomane, la révolution Jeune-Turque de 1908, a ainsi pu être appréhendée non comme une sortie de l'autoritarisme du sultan Abdülhamid II, mais comme une conspiration des francs-maçons et des Juifs destinée à promouvoir le sionisme dans l'Empire ottoman, avec en ligne de mire la Palestine<sup>1</sup>. Notre objectif est différent. Par l'étude de la dynamique démographique (croissance et structure des populations juives de l'Empire ottoman et de la Palestine), nous tenterons de voir si le facteur démographique a pu susciter la déclaration Balfour.

Pour bien prendre la mesure du rôle des Juifs de l'Empire ottoman dans le mouvement sioniste et dans la colonisation de la Palestine, il est indispensable de recourir à l'histoire longue, et de revenir sur leur origine, leur culture, leur poids démographique, leur participation à l'économie de l'Empire et leur adhésion à ses valeurs.

Nous concluons sur le rôle marginal, voire hostile, des Juifs locaux dans cette déclaration car les enjeux se situaient ailleurs, en Europe et en Amérique.

---

<sup>1</sup> Voir notamment l'article de l'historien turc Mim Kemâl Oke, "Young Turks, Freemasons, Jews and the question of Zionism in the Ottoman Empire (1908-1913)", *Studies in Zionism*, vol. 7, n° 2, 1986, pp. 199-218. L'ironie de l'histoire a voulu que ce soit la Grande-Bretagne, avec la déclaration Balfour, qui épouse la cause sioniste, alors même qu'elle se plaignait peu de temps auparavant de l'action néfaste des sionistes en liaison avec les Juifs orientaux et les francs-maçons dans une conspiration globale contre la Grande-Bretagne.

## L'essor du judaïsme dans l'empire ottoman

Au vu de l'intérêt soudain porté par l'Europe et les États-Unis au judaïsme ottoman dont témoigne la déclaration Balfour, on pourrait penser que les Juifs de l'Empire ou ceux de sa partie palestinienne pesaient par leur démographie. Tel n'est pas le cas. Au moment crucial du déclenchement des hostilités de la Grande Guerre, les Juifs ottomans n'étaient que cent vingt-huit mille, peut-être plus selon les chiffres sans doute exagérés de certains historiens qui en estimaient le nombre à deux cent cinquante-six mille, voire quatre cent mille. Quelles que soient les estimations, ils représentaient ainsi entre 0,8 et 2,5 % de la population totale de l'Empire ottoman (seize millions) en 1914.

Ces chiffres montrent d'emblée que l'intérêt porté au judaïsme à cette époque charnière n'était pas motivé par sa composante ottomane. Il trouvait surtout sa source en Europe et en Amérique, qui comptaient plus de treize millions de Juifs sur leur territoire<sup>2</sup>.

Quelle est l'histoire démographique de ces Juifs orientaux ? Comme partout ailleurs, les populations se composent de natifs et d'immigrés. Au moment de la conquête ottomane<sup>3</sup>, la région comptait, en faible nombre, des Juifs que l'on peut qualifier d'autochtones, même si leurs origines se perdent dans la nuit des temps. Des Juifs appelés Romaniotes, dont l'origine remonte à Rome et à Byzance et qui n'avaient pas émigré après la conquête de Constantinople. Des Juifs arabes ou arabisés dans la partie arabe de l'Empire qui sont restés après la destruction du Second Temple à Jérusalem par Titus en 70 de l'ère chrétienne.

Plus tard, à partir de 1492, ces Juifs autochtones accueillirent, de gaîté de cœur ou non, les flux massifs de Juifs sépharades chassés d'Espagne et du Portugal par la Reconquista menée par Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille. Dès lors, il était attendu que la balance démographique penche en faveur de ces « vrais » Sépharades et que les Juifs locaux romaniotes ou arabes (arabisés) soient « dilués » dans les flots de cette émigration massive, et ce, plus dans la partie européenne de l'Empire ottoman que dans sa partie arabe. Ainsi, le qualificatif « sépharade » qui est appliqué à tous ces Juifs, sans distinction, relève quelque peu de l'exagération.

Le sultan ottoman Bayazid II offrit l'hospitalité à ces rescapés et sa flotte alla même en recueillir sur les côtes de la péninsule ibérique. Ces événements sont restés très prégnants dans la mémoire collective juive. Ces « nouveaux » Juifs, qui parlaient le ladino et qui conservèrent très longtemps cet idiome, s'installèrent au cœur de l'Empire, à Istanbul, Salonique, Izmir, etc., puis essaimèrent vers sa partie arabe dans le *bilad el cham*

---

<sup>2</sup> D'après l'American Jewish Year Book, *Statistics of Jews (1913-1914)*, <<https://bit.ly/341jfQA>>, consulté en décembre 2017.

<sup>3</sup> La bataille de Marj Dabiq (1516) marque le début de la conquête ottomane du Levant.

(dont la Palestine : Jérusalem, Safed...) et en Égypte, aux côtés des Juifs arabes ou arabisés<sup>4</sup>.

## Une cohabitation globalement harmonieuse

Il est dit que les Ottomans adoptèrent une attitude empreinte de tolérance envers les Juifs, comme envers les chrétiens. Cette tolérance envers les minorités chrétienne et juive est-elle exagérée ? Tout dépend des critères utilisés pour la jauger. Si l'on s'en tient au statut juridique, il est évident que les Juifs étaient considérés comme des sujets de seconde zone. Et cela semble encore plus vrai si l'on considère l'obligation qui leur était faite de se soumettre au paiement de la *jizya*<sup>5</sup>. Si les Juifs étaient ainsi perçus et traités par le pouvoir, il en va un peu différemment du côté des populations musulmanes, la relation avec les Juifs ayant connu des hauts et des bas, avec des éruptions occasionnelles de violence antisémite.

Cependant, cette réalité ne doit pas occulter les quatre siècles de cohabitation harmonieuse et les privilèges dont jouirent aussi les Juifs, comme par exemple dans le cadre juridique des *millet* qui leur offrait une très large autonomie, l'accès à des professions élevées dans la diplomatie, la médecine ou l'administration locale (comme gouverneurs de province) et surtout l'exemption du service militaire, qui sous les apparences d'une pénalisation, d'une punition, était en réalité une bénédiction.

En effet, ces Juifs (et ces chrétiens) retiraient de cette exemption d'un service militaire mortifère des bénéfices démographiques énormes. D'abord parce qu'ils mouraient beaucoup moins que les musulmans, tombés aux « champs d'honneur » ou victimes des épidémies qui ne manquaient pas d'accompagner les hostilités, tel que le typhus, aggravées par la malnutrition dont souffraient les combattants. Ensuite car elle avait un impact non négligeable sur la natalité (ou la fécondité) car ce service pouvait être sans cesse prolongé et durer jusqu'à dix ans, selon les besoins militaires de l'Empire. Il avait un inconvénient démographique majeur : il favorisait le célibat chez les hommes non mariés et éloignait les hommes mariés de leur conjointe, diminuant par là-même les chances de procréation. Le célibat et la séparation des couples contribuaient donc à la forte diminution de la natalité musulmane<sup>6</sup>.

---

<sup>4</sup> Pour l'histoire ancienne du judaïsme ottoman, voir Nathan Weinstock, *Renaissance d'une nation : les Juifs de Palestine, de l'Antiquité à l'apparition du mouvement sioniste*, Paris, Le bord de l'eau, 2012.

<sup>5</sup> Impôt que devaient payer les hommes pubères non-musulmans en âge d'effectuer leur service militaire.

<sup>6</sup> Youssef Courbage et Philippe Fargues, *Chrétiens et Juifs dans l'islam arabe et turc*, Paris, Fayard, 1992, p. 220. On a noté que la fécondité des minorités juive et chrétienne dans l'Empire ottoman était plus élevée que celle des musulmans. C'est la conséquence de la conscription des musulmans, ainsi que l'a noté le voyageur anglais Nassau Senior en 1856, mais également de la contraception et de l'avortement, peu répandus chez les minorités au contraire des musulmans.

## Vigueur démographique du judaïsme ottoman

Les recensements ottomans présentés et analysés par Omer Lutfi Barkan pour le <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle et Kemal Karpat pour le <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle (Tableau 1) montrent un phénomène largement ignoré, peut-être parce que les effectifs des populations concernées étaient faibles par rapport à ceux des Ottomans musulmans ou chrétiens. Du fait d'une mortalité plus basse et d'une natalité plus forte que celles des musulmans, les Juifs ont connu une croissance démographique très rapide au cours de ces trois siècles, notamment dans les provinces arabes de l'Empire.

Leur population a été multipliée par 3,4, passant ainsi de seize mille à cinquante-cinq mille Juifs (soit un taux d'accroissement annuel moyen de 4,1 ‰), alors même que la population musulmane était stationnaire (multipliée par 1,4, soit un taux d'accroissement annuel moyen dérisoire de 1 ‰). Seule la population chrétienne a augmenté plus rapidement, avec un taux d'accroissement annuel moyen de 4,7 ‰.

La démographie juive dans les provinces arabes est d'autant plus vigoureuse qu'on se rapproche d'Istanbul. C'est ainsi qu'Alep, proche du cœur de l'Empire, est la province où la population juive a le plus augmenté (multipliée par neuf en trois siècles), ce qui ne fut le cas ni de Damas ni, curieusement, de la province de Beyrouth (qui englobait les *sandjaks* de la Palestine historique).

Ces taux calculés sur une longue période masquent des fluctuations sur des périodes plus courtes. On constate ainsi aux <sup>xviii</sup><sup>e</sup> et <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècles un léger déclin de la démographie juive, qui s'est accompagné d'un certain déclin du rôle politique et économique des Juifs au profit d'autres minorités ottomanes : les Grecs, les Arméniens et les Arabes chrétiens.

**Tableau 1 : Les populations de la partie arabe de l'Empire ottoman de 1570-1580 à 1881-1882**

Province	1570-1580					1881-1882				
	Juifs	Chrétiens	Musulmans	TOTAL	% Juifs	Juifs	Chrétiens	Musulmans	TOTAL	% Juifs
Alep	1 165	16 930	643 285	661 380	0,18	9 913	99 269	690 184	799 366	1,24
Tripoli Beyrouth	1 535	58 840	195 070	255 445	0,60	3 541	367 701	537 388	908 630	0,39
Damas	10 440	39 335	452 155	501 930	2,08	6 368	61 576	338 931	406 875	1,57
Bagdad	3 015	20 175	319 990	343 180	0,88	25 364	3 326	298 704	327 394	7,75
Mossoul						8 572	14 464	329 186		
Basra			98 305	98 305	0	880	758	158 496	160 134	0,55
<b>TOTAL</b>	<b>16 155</b>	<b>135 280</b>	<b>1 708 805</b>	<b>1 860 240</b>	<b>0,87</b>	<b>54 638</b>	<b>547 094</b>	<b>2 352 889</b>	<b>2 602 399</b>	<b>2,1</b>

Source : Pour 1570-1580, Omer Lutfi Barkan, « Research in the Ottoman Fiscal Surveys », in M. A. Cook, *Studies in the Economic History of the Middle East*, Londres, 1979 ; et pour 1881-1882, Kemal Karpat, *Ottoman Population, Demographic and Social characteristics, 1830-1914*, Londres, 1985. La province de Beyrouth comprenait la Palestine.

## La démographie juive en Palestine avant la déclaration Balfour

La démographie sous-tend le politique. Ainsi, la forte croissance démographique des chrétiens de l'Empire ottoman en Grèce, dans les Balkans, et dans les provinces arabes n'est pas étrangère à la montée des nationalismes et à l'indépendance qu'ils réussirent à arracher à l'Empire.

Les Juifs ottomans ont certes bénéficié d'une croissance démographique rapide, mais celle-ci ne jouait que sur de petits effectifs, une caractéristique que les Juifs de la région partageaient d'ailleurs avec les Juifs du monde entier : peut-être parce qu'ils sont un « peuple élu » et élitiste, donc peu enclin au prosélytisme, ils étaient partout peu nombreux en comparaison des adeptes des autres religions monothéistes, le christianisme et l'islam.

Sous les différentes dynasties fatimide, abbasside, mamelouk, puis ottomane, et même sous les croisés qui les avaient abondamment massacrés lors de la prise de Jérusalem (en 1099), la conquête du territoire de la Palestine musulmane est restée, depuis la destruction du deuxième Temple (en 70), un objectif pour des Juifs venus d'ailleurs, d'Europe principalement mais aussi du Maghreb ou du Yémen. Dès le XII<sup>e</sup> siècle, Juda Halévi préconisa le retour à Sion et le célèbre théologien andalou Maïmonide y installa une partie de sa famille. Mais il s'agissait d'émigrations ponctuelles, concernant quelques individus ou familles. En général, c'était plus la Jérusalem céleste que la Jérusalem terrestre à laquelle ces Juifs aspiraient. Ce proto-sionisme, aux motivations mystiques, était dénué de toute portée politique.

L'histoire du sionisme prit une autre tournure au XIX<sup>e</sup> siècle. Sans trop prendre au sérieux les affirmations qui font de l'empereur Napoléon I<sup>er</sup> le père de l'idée sioniste contemporaine, retenons qu'une première colonie de Juifs européens s'installa en Palestine en 1807.

## Theodor Herzl et le Congrès sioniste mondial de Bâle

Avant la publication de l'« État juif » de Theodor Herzl (1896) et le I<sup>er</sup> congrès sioniste mondial (1897) l'implantation sioniste en Palestine n'a pas réellement marqué sa démographie. Les chiffres sont nombreux mais tous contradictoires, et parfois dénués de sens.

Tableau 2 : Evolution des populations sur la période 1850-1880

	Musulmans	Chrétiens	Juifs
1850	263 380	24 840	11 730
1880	405 200	41 400	13 800

En 1850, le noyau juif était encore très restreint : treize mille huit cent Juifs seulement, soit 3 % d'une population totale estimée à quatre cent soixante mille (dont quatre cent mille musulmans et quarante-et-un mille chrétiens)<sup>7</sup>. À Jérusalem, la plus recherchée des villes palestiniennes (avec Safed et Tibériade) par les immigrants juifs, on dénombrait cinq mille cent trente-sept Juifs pour quinze mille habitants, soit moins du tiers de la population (28 %), pour la plupart des Séfarades bien que non originaires de la péninsule ibérique pour la plupart. Nombreux étaient les Juifs arabes ou orientaux, appelés Mizrahims, les Yéménites, les Alépins ou encore les Maghrébins, qui représentaient sans doute une large majorité des deux tiers.

La population juive de Palestine était donc très composite. Quelques milliers de descendants de familles n'ayant jamais quitté la Palestine depuis les Romains, quelques milliers de descendants d'exilés de la Reconquista (1492), les « vrais » Sépharades, des Juifs arabes et quelques milliers de ces nouveaux Juifs européens, les Ashkénazes, qui ne tarderont pas à supplanter les autres Juifs, et bien sûr les Palestiniens arabes non juifs, musulmans et chrétiens.

## Rothschild et l'immigration juive : un demi-échec

La démographie de la Palestine va connaître de profondes mutations avec l'apparition des premières colonies modernes de peuplement juif d'origine européenne, celles créées par les « Amants de Sion ». Érigées en 1881-1882, ces colonies sont financées par le grand argentier et l'un des pères fondateurs du sionisme, Edmond de Rothschild.

Entre 1852 et 1914, deux vagues migratoires juives nommées première et deuxième *aliyas*, manquent de bouleverser le paysage démographique confessionnel. Ainsi, quatre-vingt-quatre mille Juifs tentent, malgré les restrictions ottomanes, de s'infiltrer en Palestine. Ils proviennent essentiellement de Russie, de Pologne, d'Ukraine et d'Allemagne. De « vrais » Ashkénazes donc, mais pas uniquement : des « Sépharades » (pas les seuls originaires d'Espagne et du Portugal), font partie des immigrants. Il serait d'ailleurs plus juste de parler de Mizrahims. Une partie des Juifs non européens sont originaires du Maghreb (les Maghrébins) ou d'Orient (les Yéménites, parfois du *bilad el cham*, d'Alep, notamment).

Si l'on ne peut affirmer que ces deux *aliyas* ont fait long feu, force est de constater que de nombreux Juifs sont repartis d'où ils étaient venus ou vers l'Amérique, peu convaincus par ce qu'ils avaient vu de la « Terre sainte » : chaleur, moustiques, saleté, etc. Et surtout beaucoup d'Arabes hostiles sur cette terre palestinienne qu'on leur avait vanté « sans

---

<sup>7</sup> Berjac, « La Palestine au XIX<sup>e</sup> siècle », *Mediapart*, 1<sup>er</sup> juillet 2012, <<https://bit.ly/2QWgMRW>>. Sur la période 1850-1880, les évolutions montrent que ce sont les chrétiens qui ont le plus augmenté (+ 60 %), suivis des musulmans (+ 35 %), et enfin les Juifs (+ 15 %). Quant à Jérusalem, qui comptait entre deux et trois mille Juifs en 1760 (17 % de la population de la ville), elle en comptait 5 137 en 1856, soit 28 % de l'ensemble. Mais, les « Séfarades » ou plutôt les Juifs autochtones arabes ou arabisés, y étaient majoritaires (68 %).

peuple ». Ben Gourion, un des premiers immigrants sionistes, a même été choqué de voir que huit de ces immigrants dégoûtés sur dix tournaient le dos à la Terre sainte et repartaient en Europe ou en Amérique, en prenant presque le même bateau au retour qu'à l'aller.

Dans un autre ordre d'idées, s'installer en Palestine pour un Juif n'était pas chose aisée. L'Empire ottoman avait à sa tête le sultan Abdülhamid II (1876-1909). En apparence ouvert à la culture occidentale (il était fêru de romans policiers et amateur d'opéra), il est devenu par la force des choses un panislamiste, par réalisme peut-être plus que par conviction profonde<sup>8</sup>. Les déboires successifs de l'Empire avec la perte consommée de ses possessions européennes l'ont incité à plus de vigilance pour protéger ses arrières dans les provinces arabes menacées par les multiples impérialismes européens, britannique et français surtout, mais également russe, austro-hongrois, allemand et italien. Il ne pouvait dès lors que s'opposer à l'immigration juive dans son *bilad el cham*, en Palestine, car il voyait fatalement poindre le fer de lance de ces divers impérialismes qui convoitaient la Palestine.

La perspective d'un possible développement économique de cette région, qui en avait grandement besoin, grâce aux investissements et au savoir-faire des Juifs européens l'émuovait assez peu, car il voyait avec lucidité, au-delà des gains économiques, la possibilité que cette région arabe, partie intégrante de l'Empire ottoman, devienne juive et fasse sécession avec l'installation de ces immigrants. Les refus successifs qu'il a opposés à Theodor Herzl sont connus. À plusieurs reprises, il a repoussé le donnant-donnant offert par l'apôtre du sionisme venu défendre la cause sioniste à Istanbul en personne ou par le biais de ses représentants : une aide financière à même de soulager la dette ottomane, le développement agricole et économique, redorer le blason terni des Ottomans grâce à l'influence des Juifs dans les médias... tout cela en échange d'un foyer national pour les Juifs en Palestine.

Mais les défaites cuisantes subies par l'Empire en Europe et la perte de ses multiples possessions en Bulgarie, en Roumanie et en Grèce ont aiguisé la méfiance du sultan sur ce projet dont les intentions étaient à peine voilées. « Donner un statut de sujets ottomans à ces Juifs et leur permettre de s'installer en Palestine est des plus nuisibles, car elle [cette installation] soulèvera dans le futur la question d'un gouvernement juif. Il est impératif de ne pas les accepter [Les Juifs européens] », devait déclarer le sultan.

Depuis Bayazit II, tout l'Empire ottoman était accessible à l'immigration juive, mais elle devait désormais impérativement cesser en Palestine. Depuis les premiers balbutiements du sionisme, l'inquiétude des Ottomans allait *crescendo*. En 1882, à la grande déconvenue des aspirants à l'immigration, a paru la note consulaire suivante<sup>9</sup> :

« Le gouvernement ottoman informe tous les Juifs désireux d'immigrer en Turquie qu'ils ne sont pas autorisés à s'installer en Palestine. Ils peuvent immigrer dans les autres

---

<sup>8</sup> François Georgeon, *Abdülhamid II – Le crépuscule de l'Empire ottoman*, Paris, Biblis, 2017.

<sup>9</sup> Neville J. Mandel, "Ottoman Policy and Restrictions on Jewish Settlement in Palestine: 1881-1908, Part I", *Middle Eastern Studies*, vol. 10, n° 3, 1974, pp. 312-332.



provinces de l'Empire et s'y installer où bon leur semble, à condition qu'ils deviennent des sujets ottomans et acceptent de se soumettre aux lois de l'Empire. »

Des consignes strictes ont été promulguées à de multiples reprises pour arrêter l'immigration juive en Palestine ; dans les faits, elles étaient largement contournées. On ne peut qu'être surpris par le hiatus entre la position officielle, très hostile à l'immigration juive, et la réalité sur le terrain. Plusieurs explications ont été avancées pour rendre compte de cet état de fait. Istanbul, d'où partaient les ordres, était loin du terrain. Les Juifs pouvaient entrer en Palestine par des voies détournées : arriver à Istanbul, à Izmir, à Beyrouth... puis s'infiltrer en Palestine en toute discrétion. De nombreux pèlerins juifs étaient en réalité des aspirants à l'immigration et à l'achat de terres. De surcroît, les statistiques d'entrée et de sortie des étrangers, dont les Juifs, étaient si mal tenues qu'il était virtuellement impossible de connaître le nombre de ceux qui s'installaient illégalement. La corruption des fonctionnaires locaux, tentés par les pots-de-vin offerts par les aspirants, a également favorisé l'immigration illégale. En outre, il était facile d'acquérir des terres proposées par les nombreux courtiers juifs ou même palestiniens.

## 1914 : un bilan migratoire décevant

En 1914, en dépit des efforts des sionistes, la Palestine ne comptait guère plus de soixante mille Juifs selon les données ajustées du recensement ottoman, sur une population totale de sept cent quarante-trois habitants (8 %)<sup>10</sup>. Mais ces chiffres sont contestés. Ainsi, les démographes israéliens donnent pour 1914 des effectifs bien plus élevés : quatre-vingt mille, voire quatre-vingt-quatorze mille, soit 13,6 % de la population<sup>11</sup>.

Il est évident que des écarts aussi élevés ne sont pas anodins. Dans le second cas, ces chiffres tentent d'accréditer l'hypothèse selon laquelle la population juive n'était par marginale à cette date (contrairement aux estimations de McCarthy), mais bien inscrite dans le paysage démographique palestinien. Cependant, le démographe israélien Roberto Bachi ne fournit aucune explication à ce redressement drastique des données du recensement ottoman de 1914 (Tableau 2).

---

<sup>10</sup> Justin McCarthy, *The Population of Palestine. Population Statistics of the Late Ottoman Period and the Mandate*, New York, Columbia University Press, 1990.

<sup>11</sup> Roberto Bachi, *The Population of Israel*, Paris, CICRED, 1974, et Sergio Della Pergola, "Demography in Israel/Palestine Trends, Prospects, Policy Implications", IUSSP XXIV General Population Conference, Salvador de Bahia, 2001.

Tableau 3 : Estimation de la population de la Palestine, par région et milieu (1800-1914)

	Vers 1800				
	Ensemble	Musulmans	Chrétiens	Juifs	Samaritains
Urbain	56 750	38 600	11 400	6 600	150
Rural	218 250	207 750	10 400	100	
<b>Total</b>	<b>275 000</b>	<b>246 350</b>	<b>21 800</b>	<b>6 700</b>	<b>150</b>
<b>Proportions (%)</b>	<b>100</b>	<b>89,6</b>	<b>7,9</b>	<b>2,4</b>	<b>0,1</b>
	Vers 1890				
	Ensemble	Musulmans	Chrétiens	Juifs	Samarit.
Urbain	175 660	100 300	34 900	40 300	160
Rural	356 400	331 300	22 500	2 600	
<b>Total</b>	<b>532 060</b>	<b>431 600</b>	<b>57 400</b>	<b>42 900</b>	<b>160</b>
<b>Proportions (%)</b>	<b>100</b>	<b>81,1</b>	<b>10,8</b>	<b>8,1</b>	<b>0</b>
<b>Taux d'accroissement annuel (%)</b>	<b>0,73</b>	<b>0,62</b>	<b>1,08</b>	<b>2,06</b>	<b>0,07</b>
	Vers 1914 (Total : estimations officielles)				
	Ensemble	Musulmans	Chrétiens	Juifs	Samarit.
Urbain	270 100	140 050	48 000	81 900	150
Rural	419 200	385 100	22 000	12 100	
<b>Total</b>	<b>689 300</b>	<b>525 150</b>	<b>70 000</b>	<b>94 000</b>	<b>150</b>
	<b>100</b>	<b>76,2</b>	<b>10,2</b>	<b>13,6</b>	<b>0</b>
<b>Taux d'accroissement annuel (%)</b>	<b>1,08</b>	<b>0,82</b>	<b>0,83</b>	<b>3,27</b>	<b>- 0,27</b>

Source : Calculs d'après Roberto Bachi, *The Population of Israel*, Paris, CICRED, 1974.

Les taux d'accroissement annuels de la population juive entre 1800 et 1890 (2,06 %) et surtout entre 1890 et 1914 (3,27 %) sont inacceptables, sachant que, même intense, l'immigration juive vers la Palestine, était épongée par des mouvements significatifs de retour. En outre, ces données ne renseignent pas sur la composition de la population juive, celle des autochtones et celle des immigrants ashkénazes, une donnée de première importance.

Selon le recensement ottoman de 1914, il y avait trente-neuf mille Juifs de nationalité ottomane, c'étaient surtout les autochtones, même si quelques immigrants ashkénazes avaient acquis cette nationalité<sup>12</sup> ; les Ashkénazes, sauf exceptions, répugnaient à se faire naturaliser. Clairement, ce n'est pas à un appel émis par cette partie de la communauté juive que répond la déclaration Balfour<sup>13</sup>. Le faible poids démographique des Juifs en Palestine, leur composition qui avantageait les Sépharades plutôt que les Ashkénazes, n'expliquent pas cet intérêt soudain pour le « Foyer national juif » promu par cette déclaration. Il faut chercher ailleurs, ce que la plupart des historiens ont d'ailleurs fait, du côté des intérêts géopolitiques des puissances européennes (et surtout du Royaume-Uni

<sup>12</sup> Le plus célèbre étant le linguiste de l'hébreu, Eli'ezer Ben-Yehuda, un immigrant de Russie qui encourageait dans son journal ses lecteurs à devenir ottomans.

<sup>13</sup> Abigail Jacobson, "The Sephardi Jewish Community in Pre-World War I Jerusalem", *Institute of Palestine Studies*, 2001.

eu égard à la route des Indes et au canal de Suez), et de la recrudescence de l'antisémitisme en Europe qui poussait les Juifs à chercher d'autres horizons.

## Composition de la population juive en 1914 : Sépharades et Ashkénazes

En sus de leur faible poids démographique<sup>14</sup>, les Juifs connaissaient des divisions culturelles, linguistiques et politiques. Ce clivage était net entre les Sépharades (environ 55 % de la population juive) et les Juifs venus d'ailleurs (environ 45 %).

En 1914, les Sépharades étaient les survivants et descendants des Juifs présents en 1852, dont le nombre était estimé à treize mille. Ils étaient beaucoup plus nombreux en raison d'un taux de fécondité très élevée (près de sept enfants par femme, alors que celui des Ashkénazes était plus proche de la moyenne européenne), d'un taux de mortalité plutôt modéré, et d'une émigration faible voire nulle.

Pour la première *aliya* (1881-1882) comme pour la seconde (1904-1914), le nombre d'immigrants ashkénazes est estimé à trente-cinq mille, dont la moitié serait repartie rapidement (selon des estimations plus réalistes que celles de Ben Gourion)<sup>15</sup>. En outre, ces *aliyas* concernaient des Juifs yéménites et maghrébins, et des Mizrahims, plus proches des Juifs palestiniens que des Ashkénazes.

Les frontières intraconfessionnelles pouvaient être aussi étanches, si ce n'est plus, que les frontières interconfessionnelles. De nombreux témoignages attestent que les Juifs « natifs », sépharades et maghrébins, partageaient des pratiques culturelles et des lieux de vie avec leurs voisins musulmans qui les distinguaient des nouveaux venus ashkénazes. À Jérusalem, et dans d'autres villes de l'Empire ottoman, Sépharades et Ashkénazes parlaient des langues maternelles différentes, ne fréquentaient pas les mêmes synagogues et écoles, vivaient dans des quartiers différents et se mariaient exclusivement à l'intérieur de leur groupe ethnique. Ils entretenaient des relations différentes avec le gouvernement ottoman et avec leurs voisins. Le fossé ethnique était tel qu'en 1867, des Juifs ashkénazes de Jérusalem demandèrent au gouvernement ottoman, par l'intercession de notables musulmans locaux, d'être reconnus comme une confession distincte, et donc autonome, affranchie de l'hégémonie institutionnelle et politique du judaïsme sépharade<sup>16</sup>.

---

<sup>14</sup> Les statistiques démographiques sur les Juifs dans l'Empire ottoman, et en Palestine en particulier, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle et jusqu'en 1914 sont tellement disparates et contradictoires, notamment au sujet de la répartition de la population juive entre Sépharades et Ashkénazes, qu'elles servent plus à défendre un point de vue politique et idéologique qu'à refléter la réalité. Il faudrait remettre ces données à plat, avec tout le sens critique nécessaire, ce qui pourrait être l'objet d'une étude en soi sur la démographie de la population juive, ottomane et palestinienne.

<sup>15</sup> Salim Tamari, *The Great War and the Remaking of Palestine*, Oakland, University of Carolina Press, 2017.

<sup>16</sup> Michelle U. Campos, *Ottoman Brothers, Muslims, Christians and Jews in Early Twentieth Century Palestine*, Stanford, Stanford University Press, 2010.

## Une opinion publique juive ottomane majoritairement favorable à l'Empire

Les opinions politiques des Juifs en Palestine et dans le reste de l'Empire ottoman, allaient de l'« ottomanisme » le plus loyal au sionisme militant, bien que les partisans du premier l'emportaient largement sur les autres. Ainsi, l'écrasante majorité des Sépharades était fidèle à l'Empire, réprouvait donc son amputation, et partant la possibilité de la création d'un État juif en Palestine. La question de la Palestine et de l'implantation juive en ces terres faisait donc l'objet d'un large consensus.

En outre, après la guerre gréco-turque de 1896 (dont la Crète était l'enjeu) et les massacres d'Arméniens de 1894-1895, les Juifs de l'Empire tirèrent parti du repliement des Grecs et des Arméniens et bénéficièrent plus encore des faveurs de la Sublime Porte.

### Vu d'Istanbul : de Abdülhamid II aux Jeunes-Turcs

Malgré quelques déclarations ambiguës sur le sionisme et l'installation d'une Agence juive à Istanbul, l'arrivée des Jeunes-Turcs<sup>17</sup> au pouvoir en 1908 ne modifia pas vraiment les positions du régime sur la question palestinienne.

Il y avait symbiose avec le nouveau pouvoir. À Istanbul, les Juifs (dont le nombre était estimé à cinquante-deux mille en 1914, sur cent vingt-huit mille Juifs en Turquie d'Europe et en Anatolie<sup>18</sup>) étaient largement hostiles au sionisme. Même si les nouveaux venus ashkénazes de passage y étaient naturellement favorables.

Fait important : l'élite ottomane sépharade était souvent instruite dans les écoles de l'Alliance israélite universelle et était ainsi sensibilisée à l'« esprit des Lumières », une pensée politique moderniste, laïque et intégrationniste et par là, hostile aux sionistes. Elle préconisait l'intégration des Juifs à l'Empire et rejetait toute idée de séparatisme. L'Alliance a contribué à rehausser le niveau d'instruction des Sépharades, alors bien plus bas que celui des chrétiens<sup>19</sup>. Pour elle, une intégration réussie à la société ottomane devait nécessairement passer par l'apprentissage de la langue turque, alors que le ladino demeurait la langue la plus usitée.

---

<sup>17</sup> Les Jeunes-Turcs (en turc *Jön Türk* au singulier et *Jön Türkler* au pluriel) étaient un parti politique nationaliste révolutionnaire et réformateur ottoman, dont les chefs ont mené une rébellion contre le sultan Abdülhamid II, renversé et exilé en 1909.

<sup>18</sup> Ce sont les chiffres du recensement ottoman, mais ils sont largement contestés par certains historiens qui avancent des chiffres beaucoup plus élevés.

<sup>19</sup> Paul Dumont, "Jewish Communities in Turkey during the Last Decades of the Nineteenth Century in the Light of the Archives of the Alliance Israélite Universelle", in Braude Benjamin et Bernard Lewis (dir.), *Christians and Jews in the Ottoman Empire. The functioning of a plural society*, Vol. I., New York, Holmes & Meier, 1982.

## Ben Gourion et les élites ottomanes

Il est instructif de suivre l'itinéraire de ces Juifs d'Europe qui ont le mieux contribué à l'ascension du sionisme, et notamment celui du plus célèbre d'entre eux, David Ben Gourion, futur fondateur et Premier ministre de l'État d'Israël en 1948. Né en Pologne en 1886, il fut l'un des premiers colons en Palestine. En 1912, il entreprit des études de droit à Istanbul, avec une idée en tête : se rapprocher des nouveaux dirigeants Jeunes-Turcs et de l'élite ottomane, et les sensibiliser au projet sioniste, partant du postulat, passablement erroné, qu'ils étaient plus ouverts à l'égard des Juifs.

Ben Gourion pensait ainsi pouvoir jouer la carte « Jeunes-Turques ». En 1914, il se montra donc loyal à l'égard du nouveau régime et incita les immigrants ashkénazes en Palestine à s'aligner sur cette position. Mais de nationalité russe et par là ressortissant d'un pays ennemi de l'Empire, il dut s'enfuir en 1915 et se réfugia aux États-Unis, d'où il continua à soutenir l'Empire ottoman contre les Alliés. À cette date, les États-Unis étaient encore une puissance neutre dans le conflit. Mais en 1917, leur entrée en guerre et la déclaration Balfour le poussèrent à changer radicalement d'orientation et à épouser la cause des Alliés. Il ira jusqu'à s'engager dans les unités juives de l'armée britannique en Palestine.

## Changement de la stratégie sioniste à Istanbul : des élites juives au petit peuple

Comme les élites juives sépharades paraissaient hermétiques au projet sioniste, un changement de stratégie s'imposa pour conquérir d'autres strates de la société. En ce début de XX<sup>e</sup> siècle, en sus du clivage ethnique entre Sépharades ottomans et immigrés ashkénazes, de fortes différences de classe divisaient les Sépharades eux-mêmes. Esther Benbassa, elle-même native d'Istanbul et descendante de Juifs sépharades originaires d'Espagne, explique ainsi :

« Indigence, mendicité, conditions de vie précaire caractérisaient la société sépharade dans sa grande majorité. Ils pratiquaient de petits métiers ambulants aux revenus incertains, en butte au manque de débouchés et au chômage chronique<sup>20</sup>. »

Il fallait donc aller à la rencontre de ces Juifs défavorisés, conquérir leur cœur en les distinguant de l'élite sépharade, riche, instruite et bien intégrée aux classes dirigeantes ottomanes, et les rapprocher des nouveaux venus ashkénazes. Échouant à convaincre le pouvoir et les élites sépharades des bienfaits du sionisme, ses adeptes vont tenter une percée vers les milieux pauvres et traditionnalistes.

---

<sup>20</sup> Esther Benbassa, « Le sionisme dans l'Empire ottoman à l'aube du 20<sup>e</sup> siècle », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 24, 1989, pp. 69-80.

## Une propagande efficace envers les milieux sépharades pauvres

Traditionnalistes et profondément religieux, les Sépharades ne restèrent pas insensibles à la propagande des militants sionistes de l'Empire, en particulier à Istanbul. Ces derniers remportèrent même un certain succès dans ces milieux, malgré de faibles atouts au départ.

En effet, les sionistes comprirent qu'il fallait flatter ces Sépharades et toucher leur corde sensible : ils jouèrent ainsi très habilement la carte religieuse. Ceci était d'autant plus paradoxal que les sionistes étaient surtout des laïcs, voire des athées, imbus d'idéaux socialistes, ceux des milieux de gauche ou d'extrême-gauche européens. L'histoire se répétera d'ailleurs un demi-siècle plus tard, lorsque les sionistes tenteront, avec succès, de faire émigrer la communauté juive marocaine vers Israël, une communauté profondément traditionnaliste et religieuse. Là aussi, les arguments du retour à la Terre sainte ou l'usage de la formule rituelle « l'an prochain à Jérusalem » révéleront toute leur efficacité. Le sionisme est à la fois colonialiste et messianiste. Le retour à la terre des ancêtres pouvait répondre à ces deux finalités. L'autre levier utilisé fut la lutte des classes : mobiliser les Juifs pauvres, peu instruits et marginalisés contre les Juifs riches, assimilés et occidentalisés de l'*establishment* ottoman, sortis des bancs de l'Alliance israélite universelle, qui communiquaient entre eux principalement en français plutôt qu'en ladino ou en turc.

Parmi les plus célèbres propagandistes se détachait le nom de Vladimir Jabotinsky, futur chef politique des révisionnistes (l'ancêtre du Likoud, parti de la droite radicale israélienne) et l'un des chefs militaires de l'Irgoun. Sous sa houlette, la propagande sioniste par voie de presse, par mobilisation de militants sur le terrain, par noyautage des associations et des institutions communautaires s'intensifia. Il noua des alliances avec des groupes d'opinion opposés au Grand rabbin sépharade, personnage officiel haut placé dans la hiérarchie religieuse, un ottomaniste hostile au sionisme.

## Le rôle marginal des Juifs ottomans dans la prise de décision

En définitive, les efforts d'un Ben Gourion ou d'un Jabotinsky pour convertir l'Empire ottoman au sionisme étaient superflus car ses dirigeants y répugnaient. Ce ne sont pas non plus les manœuvres tardives de Talaat Pacha qui changèrent le cours des choses. En effet, après la déclaration Balfour et quelques mois avant la défaite de l'Empire, ce membre du triumvirat (également composé d'Enver Pacha et Jamal Pacha) avait exprimé sa sympathie pour l'idée d'un foyer national juif en Palestine<sup>21</sup>. Il s'agissait d'une tentative désespérée pour damer le pion aux Britanniques plutôt que d'une aspiration sincère.

---

<sup>21</sup> Efraim Karsh, "Turks, Arabs welcomed the Balfour Declaration", *Middle East Quarterly*, 2018. L'auteur écrit que « *Even the Ottoman Empire, head of the world's Muslim community, seemed to have acknowledged the right of the Jews to collective revival in their ancestral homeland. On August 12, 1918, the Grand Vizier Talaat Pasha, "one of the triumvirs who had run the empire since 1913, issued an official*

En réalité, l'avenir de ce foyer national se décida ailleurs. Convertir au sionisme les Juifs locaux et les dirigeants d'un Empire ottoman en fin de course ne servait à rien, car les uns et les autres ne comptaient pas vraiment pour les sionistes. La seule force décisive était la communauté juive occidentale, pas tant du fait de son poids démographique, qu'en raison de son poids économique (Rothschild), scientifique (Chaïm Weizman qui mit au point l'utilisation de l'acétone pour la production des explosifs de la Royal Navy britannique) et politique (rôle des Juifs américains dans l'entrée en guerre des États-Unis). La déclaration Balfour vint couronner le tout.

Pour les Juifs ottomans autochtones, cette déclaration et la défaite de l'Empire firent pencher la balance en faveur des sionistes. Leur apport était néanmoins plus symbolique que réel. Ils restèrent peu impliqués dans l'entreprise sioniste.

## Et en Palestine ?

La Palestine était l'objectif premier des sionistes<sup>22</sup>, ce qui ne pouvait qu'entraîner une réaction des Juifs locaux, arabes, sépharades, mizrahims et maghrébins. Le facteur-clé réside dans le fait qu'on ne leur a jamais demandé leur avis sur le sionisme, son idéologie ou ses visées sur leur pays.

Jusqu'à la Première Guerre mondiale et la déclaration Balfour, la grande majorité des Juifs de Palestine étaient parfaitement acculturés et intégrés à la société palestinienne dans son ensemble. Ils parlaient et étudiaient la langue arabe et étaient bien acceptés par leurs compatriotes musulmans, plus encore que par les chrétiens. Tous ces Juifs, les « vrais » Sépharades en particulier, gardaient vivace dans leur mémoire collective le souvenir de l'accueil des Ottomans aux lendemains de la Reconquista. L'idéologie ottomaniste avait marqué les esprits des Juifs, peut-être plus encore que ceux des musulmans et des chrétiens déjà travaillés par le nationalisme arabe naissant. En effet, les Juifs n'avaient guère de « pôle de rattachement », alors que les musulmans pouvaient lorgner du côté du Hedjaz ou de Damas, comme substitut à Istanbul.

## Méfiance des Juifs de Palestine envers les sionistes

*A contrario*, les sionistes étaient perçus comme exclusivistes, séparatistes et potentiellement dangereux. Cela n'empêchait pas que les Juifs palestiniens puissent se sentir solidaires des Juifs européens persécutés et victimes de pogroms en Russie ou en

---

*communiqué expressing "sympathies for the establishment of a religious and national Jewish center in Palestine by well-organized immigration and colonization" and offering to promote this enterprise "by all means" provided it "does not affect the rights of the non-Jewish population" ».*

<sup>22</sup> Mais la Palestine ne fut pas l'unique partie de l'Empire ottoman concernée par les projets sionistes. Il y eut des projets d'implantation en Irak, mais aucun n'aboutit.

Pologne. Ils étaient prêts à les aider et même à les accueillir, mais sur des bases humanitaires et non politiques.

Le paradoxe est que certains Juifs palestiniens puissants et fortunés conciliaient sans peine idéologie ottomaniste et sens des affaires. Michelle U. Campos<sup>23</sup>, qui a écrit sur la Palestine d'avant la Première Guerre mondiale, relève ainsi les nombreuses ventes de terres à des immigrants ashkénazes, par l'intermédiaire de Juifs locaux palestiniens<sup>24</sup>. Le plus connu de ces vendeurs, Albert Antébi, un ancien de l'Alliance israélite universelle, était un vigoureux pourfendeur du sionisme politique et idéologique. Il aida pourtant le mouvement sioniste, participant aux activités de l'Association de la colonisation juive et de la Banque anglo-palestinienne (qui finançait l'achat de terres). Cela dit, les Juifs locaux ne furent pas les seuls à vendre des terres aux immigrants juifs ; des Palestiniens et d'autres Arabes syro-libanais furent aussi de la partie<sup>25</sup>.

## Erosion des sentiments ottomanistes chez les Sépharades

Il est fréquent d'attribuer au sultan Abdülhamid II tous les maux de l'Empire et de légitimer ainsi les Jeunes-Turcs, mais force est de constater l'érosion de l'idéologie ottomaniste sous les Jeunes-Turcs. Pour les Juifs ottomans (et ceux de Palestine en particulier), la conséquence fut la montée de l'idéologie sioniste, surtout après l'accès au pouvoir du triumvirat en 1913<sup>26</sup>.

La désastreuse entrée en guerre des Jeunes-Turcs aux côtés des puissances centrales, qui entraîna dans son sillage les massacres d'Arméniens et d'Arabes chrétiens, augmenta les désillusions après les espoirs nés de la révolution Jeune-Turcs chez les Juifs. Voilà que le « turquisme » remplaçait l'ottomanisme, avec des pulsions islamistes souvent plus accentuées que sous Abdülhamid, pourtant officiellement islamiste<sup>27</sup>. Même si les craintes n'étaient pas publiquement exprimées, les Juifs redoutaient d'être les prochains sur la liste, après les Arméniens et les chrétiens arabes de Turquie ou du Mont-Liban (victimes de la Grande famine dont la responsabilité est attribuée par certains aux Jeunes-Turcs).

---

<sup>23</sup> Michelle U. Campos, "Between Beloved Ottomania and the Land of Israel: The Struggle over Ottomanism and Zionism among Palestine's Sephardi Jews, 1908-13", *International Journal of Middle East Studies*, vol. 37, n° 4, 2005, pp. 461-483 ; Michelle U. Campos, "Freemasonry in Ottoman Palestine", *Jerusalem Quarterly*, n° 22-23, 2005, pp. 37-62.

<sup>24</sup> « Ce sionisme pratique », écrit Michelle U. Campos, avait pour but, selon ces Juifs, pourtant ottomanistes de promouvoir le progrès local et le développement dans le cadre plus global des réformes et des programmes de modernisation ottomans.

<sup>25</sup> Neville J. Mandel, "Ottoman Policy and Restrictions on Jewish Settlement in Palestine: 1881-1908", art. cit.

<sup>26</sup> Ce qui fait regretter *a posteriori* la prise de position du célèbre écrivain et homme politique libanais Souleiman el Boustani, membre du Parlement ottoman, originaire de Bkechtine, un faubourg de Debbiyeh (Iklim el Kharroub), très pro Jeunes-Turcs (à leur début).

<sup>27</sup> Ainsi le Jihad fut-il proclamé avec l'entrée en guerre de la Turquie en 1914.



Même si elles avaient des visées « stratégiques » – empêcher les troupes britanniques de s'emparer de Jaffa-Tel-Aviv –, les déportations ordonnées par Jamal Pacha, gouverneur de la Palestine, qui vidèrent de leur population juive les villes de Jaffa (six mille déportés juifs) en novembre 1914 et Tel-Aviv (seize mille) en avril 1917 (soit quelques mois avant la déclaration Balfour) achevèrent d'attiser la méfiance des Juifs envers le pouvoir. D'autant que ces déportations furent accompagnées de massacres ponctuels et d'une forte mortalité (environ mille cinq cents victimes du froid, de la faim et de maladies contagieuses).

Ce n'est pas tant le sionisme qui gagna du terrain que l'ottomanisme qui en perdit, à la suite des échecs et des exactions répétés des Jeunes-Turcs.

### Les limites de la déclaration Balfour

Contrairement à une idée reçue, ce n'est pas la déclaration Balfour qui fit décoller l'immigration juive en Palestine. En 1922, le premier recensement du mandat britannique ne faisait état que de quatre-vingt-quatre mille Juifs, soit 11 % de la population totale palestinienne (sept cent cinquante-deux mille personnes).

Les Juifs locaux palestiniens jouissaient encore d'une supériorité numérique et symbolique en Palestine, car leur natalité plus élevée et leur mortalité plus basse, liée à sa structure par âge de la population plus jeune que celle des Ashkénazes, compensaient encore l'immigration de ces derniers.

Jusqu'en 1931, les Juifs n'étaient encore que cent soixante-quinze mille, sur une population totale d'un million trente-trois mille (16,9 %). À cette date, les Juifs locaux devaient encore l'emporter en nombre sur les immigrants ashkénazes.

C'est avec le nazisme et l'avènement d'Hitler au pouvoir en 1933 que la présence juive en Palestine va vraiment s'accroître pour atteindre six cent trente mille en 1947 (32 % du million neuf cent soixante-dix mille habitants de Palestine). Dès lors, les Ashkénazes seront majoritaires.

Cette « bascule démographique » en faveur des Ashkénazes aura comme conséquence – peu connue – la disparition progressive du judaïsme local en Palestine, qui se diluera dans les vagues migratoires successives en provenance d'Europe occidentale, du Yémen et d'autres pays arabes du Proche-Orient, puis du Maghreb (Maroc et Tunisie surtout), d'ex-URSS, et enfin d'Éthiopie. Ces flux considérables de migrants venus des quatre coins du monde, leurs conflits internes, souvent d'origine ethnique feront oublier qu'en ces lieux, des Juifs palestiniens ont cédé la place aux autres Juifs venus d'ailleurs.

## Le mot de la fin

La déclaration Balfour précisait qu'il est « clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine ». Mais contrairement à ces vœux pieux, « les collectivités non juives », c'est-à-dire les Palestiniens, ont été spoliées et quasiment annihilées. C'est assurément le phénomène majeur qui a précédé et accompagné la déclaration Balfour.

Un autre phénomène, moins connu, a marqué cette époque : d'autres ont été spoliés en Palestine, bien que de manière moins inique que les Palestiniens. Il s'agit de cette autre partie de la communauté juive, les Juifs palestiniens dans toutes leurs composantes : les Arabes, les « vrais » Sépharades, les Maghrébins, etc. Si cette spoliation n'est certes pas de même nature et du même degré de gravité que celle des Palestiniens, elle est néanmoins réelle : ils se sont vu déposséder de leur mode de vie, de leur culture ancestrale, de leur langue (arabe) du fait de l'arrivée massive et de l'hégémonie croissante des nouveaux venus ashkénazes. À tel point qu'ils ont disparu de la scène après 1948. Ils n'existent plus aujourd'hui qu'à l'état résiduel.

Quelques jours après le centenaire de la déclaration Balfour, le 6 décembre 2017, le président américain Donald Trump, dans une sorte de « deuxième déclaration Balfour », a décidé de reconnaître Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël et d'y déplacer l'ambassade américaine de Tel-Aviv. Ainsi, cent ans après, l'histoire se répète. La plus grande puissance mondiale s'octroie le pouvoir de se projeter au Proche-Orient et d'y imposer son diktat, sans que la « communauté internationale » ne réagisse, préférant garder le silence aujourd'hui comme aux lendemains de la Première Guerre mondiale.